

CHRONIQUE

L'élection d'AMLO en Mexique : comment le nouveau président a pu-t-il avoir une telle performance électorale ?

Par Sebastian Vielmas*

Il n'y a pas longtemps, on aurait dit que c'était impossible. Pourtant, Andrés Manuel López Obrador (appelé « AMLO » par ses initiales) a été élu président du Mexique, à sa troisième tentative, avec une écrasante majorité. Il bénéficiera d'une majorité au parlement et sa coalition de partis (« Ensemble nous ferons histoire ») a obtenu 6 des 9 gouvernorats en dispute. De plus, les adversaires d'AMLO ont rapidement reconnu leur défaite, ce qui n'est pas habituel au Mexique. Pour comprendre comment on est arrivé à cette situation, il faut comprendre le contexte de l'élection du 1er juillet passé.



Pour comprendre la faiblesse du système électoral mexicain, il faut se rappeler, d'abord, que plusieurs élections ont fini sous l'ombre des accusations de fraude. En effet, deux élections récentes ont été particulièrement controversées : en 1988, « le système est tombé en panne » alors que Cuauhtémoc Cárdenas, le candidat de l'opposition, du centre gauche, remportait l'élection. Mais, c'est Carlos Salinas de Gortari, du PRI (Parti révolutionnaire institutionnelle), qui a finalement été déclaré vainqueur par les autorités électorales. En 2006, le même AMLO a été vaincu par une étroite marge par Felipe Calderón du PAN (Partido de Acción Nacional), de droite et au gouvernement à ce moment-là. AMLO et les partis qui l'ont soutenu, ont dénoncé la fraude électorale et ont organisé une cérémonie pour qu'il assume, symboliquement, comme « président légitime ».

L'autre point à considérer est que pendant 71 ans, le PRI a gouverné le pays sous un régime qui permettait au président en place de choisir son successeur, une pratique clairement en tension avec les règles de la démocratie. Avec le temps, le PRI est devenu une machine à assurer le pouvoir, et son idéologie, qu'originellement consistait en un nationalisme redistributif, a muté au rythme des temps politiques jusqu'à se soutenir les politiques de libre-échange et de libre marché aux années 80 et 90.

C'est en 2000 qu'un premier transfert pacifique de pouvoir a eu lieu entre le PRI et un parti d'opposition, le PAN, avec Vicente Fox comme président. Le PAN resterait au pouvoir jusqu'en 2012, avec Felipe Calderón comme président après une élection fort controversée, comme il a été déjà noté. Pourtant, cette alternance de partis n'a pas entraîné un changement significatif des politiques : les politiques du libre-marché, mariées à l'exclusion sociale et la corruption ont été maintenues. Toutefois, la situation de la sécurité publique au pays s'est gravement détériorée. En conséquence, le président Calderón a déclaré en 2006 la « guerre contre le trafic de drogue », impliquant ainsi les forces armées dans la sécurité intérieure. Loin de résoudre le problème de la violence et du trafic de drogue, la situation s'est aggravée.

À partir de 2012, avec le retour du PRI au pouvoir, sous la direction d'Enrique Peña-Nieto, la situation a semblé légèrement se stabiliser. Néanmoins, 2017 a été l'année [la plus violente en deux décennies pour le Mexique](#). Il a même été calculé que la « guerre » mexicaine avait [laissé plus de morts que les conflits en Irak et en Afghanistan, ensemble](#).

En ce qui concerne l'économie, les dernières années n'ont pas été non plus positives: entre 2008 et 2016, la [pauvreté est passée de 49,5 à 53,4 millions de Mexicains](#). Par ailleurs, le pays se trouve parmi les plus inégaux du monde : [les 10 personnes les plus riches du Mexique accumulent la même richesse que 50 % de la population](#).

Dans ce contexte de violence causée notamment par la guerre contre le trafic de drogue, d'augmentation de la pauvreté et d'énormes inégalités, AMLO incarne une proposition de changement profond du Mexique. En effet, son discours se concentre sur la lutte contre la corruption et la lutte contre les inégalités. Pourtant, les attentes sont aussi élevées que les urgences sociales, traînées depuis des décennies. Ainsi, à sa troisième tentative, AMLO arrive à la présidence, sous la bannière de son nouveau parti Morena (Mouvement de régénération national), qu'il a fondé après avoir quitté le traditionnel parti de la gauche mexicaine PRD (Parti de la révolution démocratique) allié cette fois-ci aux conservateurs du PAN. Mais celle-ci n'est pas la seule coalition qui semble contre-intuitive : AMLO s'est présenté en coalition avec un parti de la droite évangélique, le PES (Parti rencontre sociale), ce qui ouvre d'autres questions sur comment la gauche et la droite évangélique peuvent cohabiter dans le même gouvernement de coalition.

Pour l'instant, il est difficile à savoir comment AMLO va tenir ses promesses de campagne, car ses discours et son plan gouvernemental sont remplis de généralités. Par exemple, à propos d'ALENA, dans le passé il est montré très critique, mais maintenant il se montre plus conciliant et il n'y a aucune certitude quant à sa position avant la renégociation du traité.

Souvent qualifié de gauche et radical à l'instar de Hugo Chávez, AMLO est un homme politique qui a une vaste expérience de gestion. Il est à noter ainsi que, au début des années 2000, il était à la tête de la ville de Mexico, poste à partir duquel il a démontré son style pragmatique et son souci par les questions sociales —par exemple avec ses

programmes de redistribution sociale —. En ce sens, on peut attendre que le gouvernement d'AMLO soit plus semblable à celui de Lula qu'à celui de Chavez ou Maduro.

Qu'est-ce qui va changer ? Qu'est-ce qui restera pareil ? Pas évident de répondre. Cependant, une chose est certaine : il devra faire plus qu'un bon gouvernement pour surmonter les crises auxquelles le Mexique est confronté.

** Candidat à la Maîtrise en Science politique à l'Université Laval et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines.*